



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Nouvelle menace à la relation de confiance entre les organismes de la société civile et le gouvernement fédéral

Montréal, 14 mars 2012- L'AQOCI craint que la formulation des lignes directrices du dernier appel de proposition de l'Agence Canadienne du développement international (ACDI), le *Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique*, permette formellement au gouvernement fédéral de ne plus soutenir les organisations qui se montrent critiques de ses politiques nationales et internationales. Selon *Denis Labelle, président de l'AQOCI* : « le gouvernement a beau parler de transparence, cette modification des documents officiels représente une porte ouverte à l'ingérence politique dans l'attribution des fonds. Les choix politiques pourraient prendre le pas sur les critères de sélection. Les organisations qui seront financées devront-elles appuyer les politiques climatiques décriées du Canada? »

De nouvelles méthodes dans l'attribution du financement en coopération internationale

Depuis juillet 2010, suite à l'adoption d'un nouveau processus d'attribution du financement, la relation de partenariat entre les organisations de coopération internationale et le gouvernement canadien n'a cessé de se dégrader. Ce nouveau processus concurrentiel fonctionne par appels de proposition dans un cadre préétabli décidé par l'ACDI. Les organisations doivent maintenant entrer en compétition entre elles, ce qui est comparable au fonctionnement dans le secteur privé.

Le 23 décembre dernier, l'ACDI a finalement dévoilé la liste des projets qui seront financés suite aux derniers appels de proposition. Les résultats montrent nettement que les grandes organisations sont favorisées par le processus concurrentiel et par l'imposition d'un seuil minimal de financement de 100 000\$. Le Québec a été mis sur la touche, et plusieurs organisations québécoises vivent aujourd'hui avec leurs dernières liquidités. Selon *Michèle Asselin, coordonnatrice du Centre international de solidarité ouvrière*, « Le CISO est menacé de fermeture. Pour nos partenaires du Sud de longue date cela aurait de graves conséquences humaines. Le CISO, qui œuvre à défendre les droits des travailleuses et travailleurs dans plusieurs pays, existe pourtant depuis 1975 et a été très bien évalué par l'ACDI au cours de ces années. »

Le Québec laissé de côté

Pour les appels de propositions de moins et de plus de 2 millions de dollars, les organisations basées au Québec n'ont reçu que 11,2 % du financement total de 143 millions de dollars, alors que le Québec représente 23% de la population canadienne. Les organisations membres de l'AQOCI basées au Québec, ont quant à elles, dû se contenter d'un maigre 0,6% des sommes allouées lors de ces annonces. En contrepartie, le gouvernement a financé plusieurs organisations religieuses et de tous nouveaux partenaires de l'ACDI, souvent en provenance

de l'Alberta. L'ACDI a accordé du même coup 4,5 millions de dollars à la fondation *Lundin for Africa*, une fondation appartenant à plusieurs entreprises minières et pétrolières de l'Alberta qui génèrent déjà d'énormes profits.

L'AQOCI refuse l'ingérence politique

Pour l'AQOCI, il va de soi que les processus de sélection lors de demandes de financement doivent être exempts d'ingérence politique et les projets doivent être évalués en fonction de leur mérite, de leur efficacité et de l'expérience de l'organisation, et non de l'appui aux nouvelles politiques du gouvernement. Or, ce n'est pas le cas pour le *Fonds sur la résilience climatique* annoncé le 13 février dernier. Pour y accéder, les organisations doivent présenter des projets qui « **soutiennent et adhèrent** » aux « **politiques et ses engagements nationaux et internationaux** » du Canada (sic).

Hugo Séguin, spécialiste en politique environnementale, précise que le gouvernement a récemment annoncé son retrait du Protocole de Kyoto et la diminution importante de ses cibles de réduction des gaz à effet de serre. Cela veut-il dire que les organisations qui accepteront d'être financées par le *Fonds pour la résilience climatique en Afrique* devront appuyer ces politiques?

Pour l'AQOCI, il s'agit d'un changement alarmant dans les méthodes d'accorder des subventions, il est évident que cela nuira à l'autonomie et à l'image des organismes ici et à l'étranger. L'AQOCI demande au gouvernement de rebâtir un partenariat réel et équitable avec les organismes de coopération internationale.

L'AQOCI désire des précisions, mais aucun député(e) conservateur(trice) ne répond à l'appel

Des représentants de l'AQOCI ont rencontré plusieurs représentants politiques de l'opposition hier à Ottawa pour présenter la situation. Depuis 2009, il a été impossible pour l'Association d'obtenir une rencontre avec un(e) député(e) conservateur(trice), malgré des demandes répétées. Aussi, l'ACDI ne lui a pas non plus fourni plus d'information sur le *Fonds* malgré des demandes en ce sens, ce qui dénote un manque de transparence et suscite l'inquiétude au sein du réseau.

-30-

Pour plus d'informations ou une entrevue :

Josiane Cadotte

communications@aqoci.qc.ca

514-871-1086 poste 205 / cell. 514-346-2058